

L'Argentine : expansion agricole et dévitalisation rurale¹

Martine GUIBERT et Marcelo SILI

INTRODUCTION

Plus grande métropole du Cône sud-américain avec 13 millions d'habitants pour l'ensemble de l'agglomération (sur un total de 40 millions d'Argentins), Buenos Aires, adossée au Delta du Río de la Plata, s'étale en direction de la plaine pampéenne, espace emblématique des activités agricoles tournées vers l'exportation. Ces deux espaces constituent le cœur économique et politique du pays. Respectivement métropolitain et ruralo-agricole, ils sont unis dans des relations villes-campagnes complexes dont la conformation actuelle ne parvient pas à se dégager de l'héritage territorial colonial. En conséquence, et indéniablement, les autres régions, pourvoyeuses de biens à l'origine destinés au marché intérieur et dans les dernières décennies aussi à l'exportation, sont perçues dans un rapport de complémentarité et de dépendance.

La configuration du territoire national, alors que plus de 85% de la population est urbaine, affiche ainsi de lourds déséquilibres entre les régions, en termes de répartition des activités, des hommes et de la richesse. Ils pèsent sur le devenir des espaces ruraux, le fort dynamisme actuel de la production agricole n'étant pas synonyme de développement rural. Alors que les productions végétales prennent le pas sur l'élevage extensif, les retombées locales sont en effet disparates et bénéficient surtout aux centres urbains et aux espaces productifs au cœur des nouvelles modalités de production qu'animent la présence, temporaire mais déterminante, d'acteurs extérieurs aux territoires et au secteur agricole. Ces innovations organisationnelles et technologiques définissent un modèle productif original qui revisite la structuration de l'activité agro-pastorale, l'amène sur les chemins des re-concentrations productive

¹ Ce chapitre s'inscrit dans le cadre de travaux de recherche en cours avec, notamment, Hugo Arrillaga et Susana Grosso (de l'université de Santa Fe), Rubén Devoto (INTA) et Silvina Carrizo (Université de Buenos Aires-Conicet).

et foncière, d'une forte interrogation quant au devenir et au rôle de la petite agriculture, et de l'exploitation accrue des ressources. Les disparités sont exacerbées entre territoires locaux gagnants et territoires locaux perdants, sans que les politiques publiques n'atténuent vraiment causes et impacts.

Urbaine, agricole, pays des vides et des pleins : paradoxale, l'Argentine l'est ! Deux cents ans après l'Indépendance, en ces temps de décentralisation (1996) et de réflexion sur une hypothétique politique nationale d'aménagement du territoire du pays (Plan Argentina 2016), elle affiche ces (et ses) paradoxes urbano-agricoles au sein de territoires ruraux qui, au-delà du cas emblématique de la Pampa, constituent une mosaïque de situations régionales et dont l'évolution est au centre de ce chapitre, tout comme celles des relations villes-campagnes.

Après la présentation de la diversité rurale argentine (I), sont évoquées les caractéristiques originales de l'expansion agricole qui transforme depuis une vingtaine d'années, paysages et tissus socio-économiques régionaux (II). La confrontation de deux modèles agricoles aux logiques divergentes est de plus en plus exacerbée ; elle revisite la fonction des centres urbains dans leur rapport au local et au global (III).

Diversités régionales : au-delà de la Pampa, d'autres Argentines rurales

Mise à l'épreuve par des conflits entre les élites régionales et le pouvoir central de Buenos Aires, la jeune République argentine acquiert son Indépendance vis-à-vis de la Couronne espagnole le 09 juillet 1816, après l'avoir proclamée le 25 mai 1810. L'économie nationale se structure alors autour du port de Buenos Aires et des autres centres urbains naissants qui polarisent les espaces ruraux en cours d'organisation. Le cordon ombilical sera très vite le chemin de fer dont l'implantation (à la fois par les Anglais et par les Français) va provoquer l'établissement d'agro-villes dont la gare ferroviaire constitue un noeud spatial : elle est le point d'arrivée d'hommes en mal de vie meilleure en ce nouveau monde prometteur, et des matériels nécessaires aux activités en pleine expansion, et le point de départ des matières premières agricoles, en partance pour l'Europe, via le port de Buenos Aires. Peu à peu, ces centres urbains vont se hiérarchiser dans l'espace et dans le temps, selon leurs fonctions et leurs caractéristiques, mais également selon leur population et leur rôle dans l'organisation de la vie rurale. La capitale, mais aussi les villes grandes (comme Rosario et son port, Córdoba, Tucuman, Mendoza) et moyennes (Santa Fe, Bahía Blanca, San Juan, ...) pilotent donc la relation rural-urbain et, de ce fait, l'insertion internationale de l'Argentine, insertion au système-monde perçue comme garante de développement.

Ce rôle de fournisseur du monde en commodités agricoles (au départ blé, cuir et viande séchée ; ensuite, viande fraîche réfrigérée, autres céréales, lin, tournesol, etc.) va s'amplifier à partir des années 1880. La Pampa et ses avantages agrologiques sont au cœur de ce système d'extraversion. Les quatre autres régions argentine² et leurs écosystèmes très différenciés ont été davantage dévolus à l'approvisionnement du pays mais elles connaissent maintenant un destin exportateur semblable.

La Pampa, au cœur du modèle d'insertion internationale

Immense prairie tempérée, en majorité avec moins de 100 mètres d'altitude, la région de la Pampa

² Les cinq régions ne sont pas des entités politico-administratives mais des unités spatiales d'un point de vue, notamment, de l'homogénéité de leur éco-système.

et ses 55 millions d'hectares (70 avec les marges de transition) concerne les cinq provinces politico-administratives de Buenos Aires, La Pampa, Córdoba, Santa Fe et Entre-Rios. La configuration naturelle de cette plaine, à l'horizon infini et à l'origine sans arbre, répond au gradient climatique (surtout pluviométrique) qui, du nord-est au sud-ouest, permet de différencier la Pampa Humide, au plus près du fleuve Paraná, de la Pampa sèche, en allant vers la Patagonie et les piémonts andins. L'hydrographie régionale, où seul le Paraná étant donné son importance, joue un rôle déterminant, se caractérise par des centaines de petits ruisseaux sinueux, très souvent endoréiques, qui révèlent un schéma géomorphologique plat légèrement incliné et des irrégularités dues à la présence de sous-systèmes physiques particuliers (partie plus élevée de la Sierra de la Ventana qui culmine à 1 500 mètres).

Alors que les grandes propriétés (*estancias*) sont largement constituées depuis le temps de la Colonie (y domine l'élevage bovin extensif, activité qui fonde autant un statut social qu'une base économique), des exploitations moyennes et petites vont se greffer, à partir de la fin du XIX^e, sur cette structure agraire pampéenne en apparence figée. Elles sont le fait de producteurs familiaux d'origine européenne qui implantent des colonies (la *colonia* s'organise autour du centre urbain lui-même au cœur de l'activité agricole) où ils articulent savoir-faire et inventivité, et où ils adaptent la figure de la coopérative, en tant qu'acteur central de la vie socio-économique locale qui peut gérer le stockage et la vente des récoltes, avoir des commerces de biens, proposer des services (assurances, électricité,...), etc. Ces producteurs familiaux (ou *chacareros*) portent la « première révolution des Pampas » (mise en valeur agricole des terres, injection de capitaux anglais et français, etc.) (Barsky, 2001 ; Cloquell, 2007 ; Gaignard, 1989 ; Giberti, 1988).

Fermiers au début, ils auront ensuite, à partir des années 1940, la possibilité d'acquérir leur structure de production. En pleine Pampa humide, dans l'hinterland des installations portuaires agro-exportatrices sur le Paraná, ils développent les productions végétales, en lien étroit avec l'élevage bovin, ou l'élevage laitier. La combinaison agriculture – élevage, avec rotations entre pâturages et cultures, autorise ainsi une intensification progressive des productions, qui sera amplifiée au moment de la modernisation agricole des années 1950, lorsque la moto-mécanisation, les semences améliorées et les intrants s'emparent du système productif pampéen agro-exportateur, déclenchant la « deuxième révolution des Pampas ». Les exploitations familiales en sont encore les vecteurs, les grandes propriétés extensives étant enracinées dans une gestion moins efficiente.

Face à un marché interne-urbain très restreint (4 millions d'habitants à la fin du XIX^e siècle, 15 en 1950, 40 en 2010 pour toute l'Argentine), et du fait de l'organisation socio-spatiale historiquement choisie, la Pampa a été vouée dès sa mise en valeur moderne, finalement très récente car datant d'un siècle environ (la « Conquête du désert », ultime bataille en 1879 contre les populations indigènes pampéennes, scelle l'occupation de la prairie), à produire à des fins d'exportation. Elle offre à bas coût et en grandes quantités, céréales et oléo-protéagineux, mais aussi de la viande bovine connue pour son excellence gustative. Ses avantages naturels et comparatifs en font l'une des principales zones agricoles du monde.

L'Etat fédéral argentin n'a jamais véritablement pris la peine de définir une politique agricole globale. Se contentant de mesures ponctuelles en faveur d'une filière ou d'une catégorie de producteurs, il soutient manifestement la modernisation de la production et le secteur agro-exportateur, partenaire précieux car pourvoyeur de devises et de recettes fiscales. Le corollaire est une sélection inéluctable des hommes et des structures : la cristallisation d'un modèle pampéen entrepreneurial, hautement technicisé et capitalisé, profondément articulé avec les secteurs bancaires, financiers et industriels du pays (dirigés depuis et pour Buenos Aires), et avec les acteurs de l'agro-exportation (courtiers, bourses, armateurs, *traders*, etc.) est évidente.

Il en résulte, à la fin du XX^e, un déclin rapide du nombre d'exploitations qui, selon les recensements agricoles de 1988, 2002 et 2008, est passé respectivement, pour les 5 provinces pampéennes, d'environ 184 000 exploitations à 134 000 et à 110 000 exploitations (chiffre provisoire de 2008) Pour l'ensemble du pays, ces valeurs sont de 378 000 exploitations en 1988, près de 298 000 en 2002 et plus de 276 000 en 2008 (provisoire). La concentration foncière est dès lors considérable : à l'échelle du pays, la taille moyenne est passée de 470 hectares en 1988 à 587 en 2002 et à 634 hectares par exploitation en 2008 (provisoire).

Evoluant, pour ceux qui survivent dans ce système concurrentiel et sans aides substantielles, sur des exploitations de plus de 600 hectares, superficie considérée comme moyenne, voire minimale, les producteurs de la Pampa présentent le profil de producteurs réactifs, en lien direct avec le monde, au coeur de réseaux professionnels qui vulgarisent les changements techniques. De plus, ils articulent milieux ruraux et urbains dans leur vie quotidienne : ils se déplacent entre lieu de vie en ville (petite, moyenne) et lieu de travail à la fois à la campagne et dans les villes moyennes et grandes qui concentrent les centres décisionnels. Cette mobilité est d'ailleurs caractéristique des autres économies régionales argentines.

Les quatre autres régions : de moins en moins « périphériques »

Les autres régions argentines, qualifiées en Argentine de périphériques tant Buenos Aires et la Pampa sont au centre de l'organisation territoriale nationale, ont un niveau de développement moindre que celui de la Pampa, avec des fractures socio-économiques internes très sensibles et des difficultés pour mettre en valeur de manière durable leurs ressources. L'hétérogénéité géographique élevée, associée aux grandes distances jusqu'aux ports et aux centres de consommation, est également un facteur conditionnant. Mais ces aspects limitant ont été dépassés ces dernières décennies étant donné une insertion internationale croissante, ces régions exportant beaucoup plus vers des marchés comme les Etats-Unis, l'Europe et les pays latino-américains voisins.

La région du Nord-Est ou NEA

Composite sur un plan biogéographique mais plus homogène sur un plan socio-culturel (du fait de l'importance, notamment, de la culture guarani), le Nord-Est argentin correspond aux provinces de Misiones et de Corrientes, soumise à un climat sub-tropical, et à celles de Formosa et du Chaco, où prédomine l'écosystème chaqueño (aridité et végétation plus éparse). Elle a été un angle-mort du territoire argentin du fait de sa localisation aux confins des territoires paraguayens et brésiliens, et du fait des vicissitudes historiques qui ont apporté conflits, délaissement et failles dans la construction locale de l'Etat. Caractérisé historiquement par un indice élevé de population aborigène, les villes les plus importantes sont localisées sur les cours d'eau, au niveau des systèmes urbains de Corrientes et Resistencia – qui fonctionnent comme nœud régional, le Grand Posadas et la ville de Formosa. La pauvreté est un trait dominant de la région, qui stimule une migration constante vers les villes de la zone et vers Buenos Aires.

Cependant, cette région vit aujourd'hui des mutations accélérées en raison d'investissements réalisés par des Argentins et des acteurs étrangers dans la production de soja (et de tournesol par défaut). En effet, d'un point de vue agricole, depuis une vingtaine d'années, la région se transforme. Alors qu'elle obtenait du coton et des produits pour le marché interne (légumes, tabac, etc.), et un petit peu pour le marché, la production de tabac est actuellement en crise et l'espace agricole se spécialise dans les cultures de céréales et d'oléagineux pour l'exportation, avec un retour depuis 2010 du coton, spéculation à nouveau rentable avec la flambée des cours mondiaux. Cette orientation exacerbe la destruction de la forêt primaire et l'expansion de la frontière agricole de la part de grands investisseurs originaires de la région pampéenne. Elle se manifeste également dans les structures de production, la ressource foncière étant concentrée au sein de grandes entreprises et d'investisseurs. Ainsi, selon le recensement agricole de l'année 2002, 70 % des producteurs ont moins de 100 hectares et contrôlent 8% de la superficie agricole, tandis que 1% des exploitations affichent plus de 5 000 Ha et gèrent 34 % de la superficie totale de la région.

L'agriculture familiale, et la petite agriculture de subsistance, souffre d'une détérioration profonde de leurs situations, ce qui augmente les niveaux de pauvreté et pousse les populations paysannes vers les villes les plus importantes de la région.

La région du Nord-Ouest ou NOA

Les provinces de Catamarca, La Rioja, Santiago del Estero, Tucumán, Salta et Jujuy composent la région du NOA. Terre de contrastes naturels : montagnes arides et humides, vallées humides et vallées arides avec des productions sous irrigation, plaines d'altitude (*puna*), le NOA présente de sérieux problèmes environnementaux dus à la surexploitation des ressources naturelles, la déforestation avec l'avancée de la frontière agricole, le surpâturage et la pollution liée aux mines à ciel ouvert. C'est une région avec une forte croissance démographique, la population se concentrant dans les villes et vallées fertiles, avec une importante quantité de population indigène et des paysans pauvres, qui sont les premiers affectés par le processus historique d'exode rural.

Dans le NOA, la dualité est criante entre un système productif chaque fois plus moderne et plus technifié, dédié aux productions de vin, tabac, soja, agrumes et autres spéculations liées à l'exportation, et contrôlé par des capitaux d'origine argentine ou étrangère, et l'agriculture familiale traditionnelle, tournée vers les cultures de subsistance, la vigne ou l'élevage extensif, et animée par des paysans et des communautés indigènes. La structure agraire et la concentration foncière au détriment de la petite agriculture reflètent cette dichotomie et le processus de disparition des agricultures familiale et indigène, qui ne peuvent accroître leur activité, étant limitées dans la mise en place de systèmes d'irrigation, les bas niveaux technologiques, l'absence de terre et l'informalité de sa tenure. Dans ce contexte dual, affecté par la pauvreté et la marginalisation d'amples secteurs productifs, l'agriculture entrepreneuriale vouée à l'export, l'exploitation minière, le tourisme international et les biocombustibles (à partir de canne à sucre et, aussi, de soja) apparaissent comme des axes de croissance, et ce malgré les signaux clairs de dégradation environnementale et sociale.

La région du Cuyo

Les provinces de Mendoza, San Juan et San Luis sont réunies au sein de la région de Cuyo, vaste territoire soumis à un climat semi-désertique (pluviométrie de - 200 mm en moyenne annuelle) qui s'est organisé de tout temps en fonction de l'approvisionnement en eau. Les indigènes en premier lieu puis les populations *criolla* (descendants de colons d'origine espagnole) et les migrants européens ont créé de grands oasis qui captent l'eau de la cordillère des Andes.

La majeure partie de la population habite ces oasis qui accueillent productions de fruits, de légumes et de vin. Ces systèmes d'oasis sont maintenant le lieu d'investissements considérables avec des capitaux nationaux et étrangers (états-unis, espagnols, chiliens, etc.) dans les secteurs viti-vinicole et fruticole, et les activités touristiques. Le haut niveau technologique (*bodegas* avec vignoble irrigué, cave de vinification dernier cri et complexe touristique) le dispute au niveau de développement très poussé de ces unités tournées naturellement vers une clientèle étrangère. Dans les régions semi-désertiques, en revanche, l'élevage est très extensif et de faible productivité ; il est le fait de populations peu nombreuses et très pauvres.

Les conditions naturelles et la rareté de la ressource en eau définissent ainsi dans le Cuyo de forts déséquilibres démographiques avec des niveaux conséquents de concentration de la population et des activités dans les oasis, ce qui provoque des problèmes environnementaux, et des zones semi-désertiques où pauvreté et survie prédominent.

La région de la Patagonie

Terre de légendes et de mystères, la Patagonie a toujours attiré les scientifiques et les naturalistes, les aventuriers et les sportifs. Elle est l'un des rares espaces de notre planète qui conserve une image mythique fondée sur les grandes distances, la sensation d'espace vide, la variété de ses paysages singuliers. Elle est encore considérée comme une région de défis, de frontière, d'opportunités. Bordée à l'Ouest par les Andes et leurs vallées froides, la Patagonie, riche en biodiversité, s'organise à partir du Plateau central et de ses vallées irriguées, et présente un littoral maritime très étendu. Région de rigueur climatique également, car, sans obstacle orographique majeur, elle subit les assauts des vents froids du Sud et les rigueurs d'une aridité intense.

La Patagonie correspond aux provinces politico-administratives de Neuquén, Río Negro, Chubut, Santa Cruz et la Terre de Feu. Avec 1 million de km², elle est la région la plus grande d'Argentine.

Son organisation socio-spatiale résulte tout d'abord de l'occupation militaire, ensuite du développement économique qui, tout au long du XX^e siècle, s'appuie sur l'élevage ovin extensif impulsé par les éleveurs anglais et écossais, la production de fruits à pépins (pommes et poires dans la vallée irriguée du Haut Río Negro), mais aussi l'exploitation pétrolière (zone de Comodoro Rivadavia) et le tourisme.

Aujourd'hui, en plus de ces activités traditionnelles, des investissements inédits gagnent du terrain : la viti-viniculture se développe avec force dans de nouveaux périmètres irrigués propriétaires de puissantes entreprises (région du Chañar près de Neuquén ou des nouveaux périmètres irrigués dans la Province de Río Negro) ; les industries électronique et chimique, et celle du textile, stimulent localement des activités qui attirent la main-d'œuvre grâce à des politiques publiques de soutien. Le tourisme, enfin, est en pleine expansion. La réputation de lieux uniques comme les sites rupestres (classée patrimoine mondial de l'humanité, la *Cueva de las manos*, gérée par la municipalité locale, est localisée sur les terres d'une *estancia* qui propose des activités de tourisme vert), le Chaltén (lieu privilégié du trekking), la région des glaciers, la Terre de Feu (tourisme d'*estancias*), les transforme en ressources territoriales locales de très grande importance.

Malgré sa faible population, la Patagonie connaît des taux élevés de concentration car les habitants vivent dans les villes de la côte et dans les vallées, qui offrent de nombreux services. Dans les zones plus rurales, ces centres urbains sont liés aux activités d'élevage extensif (moutons) ou à la fructiculture dans le cas des vallées irriguées. Comme ailleurs dans le pays, la Patagonie présente un processus de concentration de la terre. Beaucoup de petits éleveurs, descendants d'autochtones, laissent leur ferme et vont vivre en ville. À l'opposé, des sociétés achètent des terres à des fins productives, ou pour des projets touristiques, ou pour créer des réserves naturelles et d'eau.

En synthèse, diversités et singularités nourrissent la riche mosaïque des systèmes régionaux argentins. Or, dans le jeu actuel de la mondialisation, où standardisation des processus rime avec captation de ressources locales, ils vivent une phase d'attractivité soutenue, animée par des acteurs qui investissent dans l'exploitation des ressources naturelles (pétrole, produits miniers), dans le tourisme (*bodegas*, *estancias* touristiques, parcs et aires protégés), et surtout dans la production et la transformation de produits agricoles. De moins en moins « périphériques » en termes économiques (l'éloignement étant encore cependant prégnant), les régions extra-pampéennes rejoignent la Pampa dans la logique de l'extraversion. Leurs ressources territoriales, naturelles ou construites, qui spécifiaient des systèmes productifs locaux, sont désormais plus efficacement exploitées, avec les dérives sociales et environnementales qui peuvent en découler. L'identité des régions argentines est brouillée par l'irruption de spéculations échappées, notamment, de la Pampa (**voir Tableau 1, Carte 1, Photos 1 et 2**).

Tableau 1 – Productions régionales traditionnelles et nouvellement développées

Région	Nord-Est	Nord-Ouest	Cuyo	Patagonie	Pampa
Cultures sans irrigation	Traditionnelles : <i>yerba mate</i> , coton Nouvelles : soja, tournesol, blé	Traditionnelles : canne à sucre, haricots, ... Nouvelles : soja, maïs	Traditionnelles : pâturages permanents Nouvelles : pâturages annuels, maïs, soja, sorgho, ...	Traditionnelles : plantations forestières, pâturages permanents, cultures annuelles. Nouvelles ; tentative soja	Traditionnelles : blé, maïs, tournesol, soja
Cultures avec irrigation	Traditionnelles : agrumes, riz, horticulture (ail, oignons, laitue, tomate, pomme de terre, potiron),	Traditionnelles : canne à sucre, tabac, Fruits, Fourrages	Raisins, olives, prunes, abricot, Horticulture, Fourrages.	Pommes, poires, Fourrage, Horticulture	Grains, Fourrage, Horticulture, Fruits

Elevage	Traditionnel : petit bétail Nouveau : Poulets	Traditionnel : camélidés, petit bétail Nouveau : élevage bovin extensif	Traditionnel : camélidés, petit bétail	Traditionnel ovins, caprins Nouveau : élevage bovin extensif	Traditionnel élevage bovin extensif Nouveau : élevage bovin intensif
Principales exportations	Riz, coton, soja, agrumes	Agrumes (citrons), Fruits, (fraises), olives, huile d'olive, tabac, haricots, soja, viande bovine	Raisins, vins, prunes, olives, huile d'olive, oignons, ail	Pommes, poires, Fruits des bois, laine, vin	Soja, soja, tournesol, maïs, viande bovine

CARTE 1 – Les principaux systèmes agricoles de l'Argentine en 2011

PHOTO 1 – Paysage agricole de la Pampa du Sud-Ouest (bourg de Puán) (Cliché : M. Sili, 2010)

PHOTO 2 – Récolte dans la Pampa humide (cliché : M. Sili, 2010)

Puissance agricole, récurrente dans son approche agro-exportatrice, l'Argentine n'affiche pas de politique industrielle et de véritable programme de développement économique. Les gouvernements successifs ont toujours compté, dont l'actuel, sur les productions végétales et animales pour porter une croissance économique annuelle de l'ordre de 7% en 2010 et trouver les devises nécessaires à couvrir des dépenses de l'Etat. Pourvoyant un tiers des emplois, et dégageant 20% du PIB, le secteur agricole, pastoral et agro-alimentaire est sans nul doute essentiel. Ses performances à l'exportation ne se démentent pas : il représente la moitié en valeur des ventes argentines totales. L'Argentine se maintient dans les toute premières places mondiales pour les exportations de blé, maïs, graines, huiles et protéines de soja et de tournesol, mais aussi pour les vins, agrumes, ail, fruits à pépins et, depuis 2008, pour le bio-diesel de soja, etc. Les céréales, oléo-protéagineux et dérivés augmentent leur part qui dépasse déjà les 50%, la viande bovine est en retrait. Cette situation reflète la forte augmentation des productions végétales, les seuils de productivité franchis et la mise en culture de terres jusqu'alors destinés à d'autres usages.

Intensification productive et impacts territoriaux

Depuis une vingtaine d'années, un processus, semble-t-il inéluctable, s'est emparé des espaces ruraux argentins dont il modifie l'organisation productive, les relations sociales et, même, les paysages ! En effet, les grandes cultures, dont le symbole de l'expansion est celle du soja, gagnent les pâturages pampéens, mais aussi les régions voisines où elles s'installent sur les terres des populations locales et à la place d'écosystèmes naturels mal protégés. En quête d'investissements, et attirés par le dynamisme et les potentialités du secteur, des acteurs étrangers mais aussi des acteurs argentins accentuent leur présence dans les activités économiques des autres espaces ruraux.

Quand l'agriculture s'impose au pays de l'élevage

Après des décennies d'atermoiements productifs, où les récoltes ont été plus ou moins heureuses selon les vicissitudes climatiques et les défaillances en aval (particulièrement au niveau du stockage), et au-delà de la poussée productive des années 1970, cassée par la crise de la « décennie perdue » des années 1980, les années 1990 voient littéralement s'envoler la production de grains en Argentine. De 40 millions de tonnes environ, tous grains confondus (dont blé, maïs, sorgho, tournesol, soja), au début de la décennie, la production franchit les 80 millions de tonnes une dizaine d'années plus tard. Elle a atteint 90 MT en 2006-2007. En 2010/11, il est attendu une récolte de l'ordre de 92 millions de tonnes de grains.

Graphique 1 – Un siècle de production agricole en Argentine (en tonnes)

Source : BISANG R. (2008), La agricultura argentina: cambios recientes, desafios futuros y conflictos latentes, ARI, N°111

Parmi les productions végétales, le soja occupe une place très particulière : quasi inexistante jusqu'aux années 1970, la culture de ce protéagineux démarre et gagne rapidement en hectares et en rendements. La double culture blé-soja (successivement sur la même parcelle durant la même campagne) permet à la céréale de se maintenir dans les assolements pampéens ; le maïs et le tournesol, eux, souffrent davantage de la concurrence du soja qui, durant la décennie 1990, s'échappe : sa superficie double et atteint actuellement 14 et 15 millions d'hectares, soit la moitié de la superficie agricole cultivée totale ; il en est de même pour les volumes obtenus, le soja en fournissant plus de la moitié des quantités de grains récoltés (il approche les 50 millions de tonnes). Les gains de productivité sont donc eux-aussi remarquables (3 T/ha bien souvent, jusqu'à 4,5 T/ha sur certaines parcelles, soit la meilleure productivité au monde). Dès lors, le maïs a davantage progressé en rendements (actuellement selon les régions de 7,5 à 9,5 T/ha environ) qu'en superficie, le blé atteignant de 3,5 T/ha à 4,5 T/ha), et le tournesol pouvant dépasser les 2 T/ha).

Graphique 2 – Evolution des surfaces cultivées en blé, maïs, soja, tournesol, sorgho (de 1980 à 2008)

Source : à partir des données du secrétariat argentin à l'agriculture, l'élevage et l'alimentation (SAGPyA)

La tendance à une incorporation de terres à des fins agricoles vaut autant pour la Pampa que pour les régions voisines touchées par la vague sojicole, qui homogénéise les paysages et crée une sensation d'uniformité presque gênante. Le vocable « sojatisation », appliqué à l'ensemble du pays, côtoie désormais celui de « pampéanisation » des espaces productifs du NOA et NEA, d'autant que des acteurs de l'agriculture pampéenne s'y rendent et diffusent le modèle productif lié au soja, incorporant des terres fraîchement arrachées à la forêt, ou détournées de leur vocation liée à l'élevage ou à des cultures régionales.

Par ailleurs, le dynamisme des productions végétales pèse sur celui des productions animales. Prometteuse il y a encore quelques années, la production de lait de vache tourne autour de 9 à 10 millions de litres de lait environ, dans un contexte de conflit entre laiteries et producteurs. Côté élevage pour la viande, le stock de bétail a diminué ces dernières années avec une perte de 10% du cheptel bovin. Il

tend à stagner autour de 50 millions de bovins pour une production de viande bovine peu vigoureuse de l'ordre de 3,4 millions de tonnes en 2010. Les produits de l'élevage opèrent donc un repli à la fois en terres dédiées et en volumes dégagés (tandis que les autres pays de la région (Brésil, Uruguay) sont en plein développement de la filière) Le secteur de la viande bovine voit par ricochet végétal diminuer les pâturages dans les zones traditionnelles d'élevage comme les terres pampéennes plus arides de l'Ouest ; la filière lait cède aussi producteurs, troupeaux et terres. Et dans la famille des expressions imagées, celle de « tropicalisation » de l'élevage commence à être utilisée pour signifier sa remontée rapide vers le Nord du pays (voire dans le Chaco paraguayen), ce qui va supposer l'adoption de races adaptées à des contrées plus chaudes et plus rudes.

Troupeaux de bovins contre champs de soja : le propos est caricatural, certes, mais n'est-il pas troublant de voir défiler la plaine pampéenne et de se surprendre à chercher les Angus ou Hereford, vaches de races d'origine anglaise si emblématiques de la Pampa argentine ! Las, le soja domine, moteur d'une vocation agro-exportatrice qui relègue l'Argentine dans une position d'éternel fournisseur du marché mondial en commodités, qui plus est, en matières premières végétales base de l'alimentation d'animaux élevés ailleurs, de plus en plus. Pays d'élevage qui semble renier la base même de son économie agro-pastorale, l'Argentine oublie son savoir-faire pastoral que d'aucuns souhaitent voir renaître dans le cadre d'une amélioration fourragère. Nonobstant, la frontière agricole actuelle résulte assez directement de la donne productive originale qu'il est important de préciser car elle définit des conditions inédites en ce qui concerne les acteurs impliqués et les objectifs poursuivis.

Contexte macro-économique, innovations technologiques et organisationnelles

L'expansion agricole de ce début de XXI^e trouve des racines explicatives dans un faisceau de facteurs qui, sans oblitérer, bien entendu, les phases antérieures de changements et de modernisation comme celles des années 1950/60 et des années 1990, relèvent du dernier revirement macro-économique qui intervient à partir de 2002. Elle se nourrit de plus de la très grande capacité d'innovation des acteurs avec, en l'occurrence, l'expérimentation de modes d'organisation productive assez inédits.

Parmi les explications d'ordre global sont significatifs les effets post-dévaluation 2002 et les conditions plus que favorables des marchés internationaux dès 2003. Toujours réceptifs aux innovations tant en matière d'intrants et de produits phytosanitaires (semences génétiquement modifiées, molécules plus efficaces, engrais, etc.), que de génétique animale ou de machinisme agricole (semis direct, GPS, etc.), les exploitants agricoles y ont accès encore plus facilement depuis les années 1990 d'ouverture à marche forcée de l'économie argentine. La plus grande offre de crédit, le renforcement du secteur privé, la fin des organismes nationaux de régulation des marchés, le démantèlement des structures de soutien : autant de facteurs qui soutiennent le modèle productiviste et les acteurs capitalisés intégrés au système agro-exportateur. La fin de la parité fixe peso-dollar, établie par décret en 1991, survient le 1^{er} janvier 2002, c'est-à-dire au cœur de la campagne agricole 2001-2002 (Hillcoat et Guibert, 2002). Ayant « semé dans un pays et récolté dans un autre », les producteurs qui ont pu résister au renchérissement des coûts de production, à l'endettement et à la crise de la fin des années 1990, voient diminuer leur charges et débiter une période salvatrice de hausse des prix internationaux. L'embellie se poursuit depuis, et ce malgré le rétablissement en 2003 des taxes sur les exportations (à hauteur de 25% à 30%) et une plus grande pression fiscale. Ces impositions sont les voies de captation par l'Etat fédéral de la richesse agricole dégagée, dans le but de financer des programmes sociaux destinés en grande partie aux populations urbaines défavorisées et de soutenir le marché alimentaire national (intervention de l'Etat pour freiner la hausse des prix internes des biens alimentaires de base comme la viande, la farine de blé, etc.).

Sur un plan productif, les changements sont également majeurs avec l'incorporation d'innovations technologiques et d'innovations organisationnelles (Reboratti, 2005). Le soja génétiquement modifié arrive pour la campagne 1996-1997 ; associé à la pratique déjà courante du semis direct (comme méthode de lutte contre l'érosion éolienne et de gestion des ressources hydriques des sols), et généralisé

au départ pour remplacer momentanément des cultures de maïs et de blé compromises par des adventices tenaces, il entre dans le nouveau paquet technologique qui combine simplification de l'itinéraire technique, capacité de stockage accrue (grâce aux *silo-bolsas* ou boudins de plastique provisoirement installés en bordure de champ ou à côté d'unités de silos en dur) et optimisation de l'échelle de production. L'utilisation des engrais est en hausse, même si elle est encore relativement faible, eu égard au degré de sollicitation actuelle des sols qui supposerait davantage d'amendements pour maintenir leur fertilité. La tertiarisation des travaux de culture, comme le semis, les traitements phytosanitaires et la récolte, va dans le sens d'une recherche d'efficacité maximale. Le producteur surdoté en machines agricoles, ou l'acteur disposant de matériel performant, offre ses services ; cette figure locale et traditionnelle du *contratista* prend toute sa valeur, tant la spécialisation des tâches est intrinsèque au modèle productif et à ses logiques, notamment techniques et financières.

A propos, justement, des acteurs et des relations entre les acteurs impliqués dans le processus, se dessine aussi une reconfiguration rapide et inédite à travers le pool de culture (*pool de siembra*), forme d'organisation productive emblématique de la nouvelle agriculture argentine. Assez difficile à cerner étant donné le caractère récent du phénomène, sa mauvaise prise en compte par les schémas classiques de mesure ou d'analyse (catégories statistiques inexistantes, peu de repérages tangibles du côté des institutions agricoles, etc.) et le manque actuel d'études académiques, les dimensions suivantes peuvent cependant être signalées en s'appuyant sur les travaux, en particulier, de Bisang, 2008 ; Bisang, Anlló et Campi, 2009 ; CEPAL, 2005 ; Gras et Hernández 2009 ; Grosso, 2009 ; Guibert, 2009 ; Posadas y Martínez de Ibarreta, 1998 ; Reboratti, 2005. En regroupant des ressources telles que du foncier (location), du capital (levé sur les marchés financiers national et internationaux), des capacités de travail (prestataires de services agricoles), des connaissances agronomiques (suivi d'un agronome) et de l'information économique et commerciale, les acteurs réunis dans un pool de culture visent un profit rapide en gérant de manière très fine tous les aspects inhérents à une activité de production agricole donnée dans un temps limité et, éventuellement, répété (une ou plusieurs campagnes). Les échelles de production sont variables, les formes juridiques également (la plus courante est le fidéicomis : le constituant cède la propriété des biens (durée limitée) au fiduciaire qui doit mener à bien le projet décidé au profit d'un bénéficiaire ; la sécurité juridique nécessaire est ainsi assurée entre les partenaires) et le capital immobilisé minime (fermage, pas de matériel, placement de capitaux, etc.).

Dans un contexte de doutes sur les opérations financières classiques, des sociétés de placement de fonds attirent des investisseurs (banques, fonds de pension, classe moyenne, etc.) vers l'agriculture et sa forte rentabilité actuelle. Les ingénieurs agronomes sont l'autre catégorie d'acteurs nouveaux qui impulsent les pools de culture. Gestionnaires, ils conseillent, et suggèrent confiance et sérieux de par leurs connaissances techniques et leur familiarité avec le milieu. Ces investisseurs et ces gestionnaires, souvent d'origine non rurale, côtoient les acteurs classiques du monde agricole qui, par conséquent, évoluent dans leur comportement (Grosso, 2009). Au-delà de ceux qui sont en crise et qui peinent à se maintenir, des producteurs familiaux capitalisés, conscients de leur limites en termes d'échelle de production, deviennent rentiers (location de leur propriété) et rentabilisent mieux leur capital foncier confié à une entreprise de production. D'autres peuvent prêter leurs services en réalisant les tâches agricoles (les *contratistas* sont donc plus divers dans leur forme et leur logique) ; d'autres encore peuvent augmenter leur capacité de production en s'agrandissant et/ou en gérant de manière plus efficace leur exploitation. Enfin, certains grands propriétaires révisent leur logique d'accumulation patrimoniale et intensifient leurs activités agricoles ou d'élevage.

Ces changements interviennent au côté d'une amplification de l'apport des acteurs de l'amont et de l'aval de la production agricole : sociétés semencières, fournisseurs de produits phytosanitaires, constructeurs de machinisme agricole, unités agro-industrielles telles les huileries ou les moulins, *brokers* et exportateurs, etc. Ces acteurs privés ont largement accru leur action en matière de conseil technique, de ventes, auprès des différentes catégories de producteurs localisés en Argentine (voire sur d'autres marchés attentifs aux technologies développés en Argentine). Par ailleurs, les structures agro-industrielles dessinent, dans les terminaux portuaires ou dans les agro-villes, au plus près des lieux de production, des complexes modernes et largement automatisés, dédiés au stockage, à la transformation, à l'exportation.

Trois dimensions-clés (technique/acteurs/organisation productive) s'articulent donc, qui animent le

saut actuel vers une spécialisation des acteurs, une intensification en capital et un accès stratégique à l'information, aux connaissances et aux outils boursiers. La gestion de réseaux, du fait de la mise en réseau d'acteurs, de contrats, mais aussi d'espaces productifs et de ressources, engendre flexibilité et court terme, dans l'optique de faire des affaires (*negocio agrícola*). Dès lors, dans cette forme inédite d'agriculture entrepreneuriale (des variantes existent ailleurs dans le monde), la recherche d'économie d'échelle de production conditionne la réunion d'actifs et une gestion optimisée en vue d'objectifs, productifs certes, mais bien souvent avant tout financiers. D'ailleurs, la valeur patrimoniale de la terre paraît moindre dans le cas de ces acteurs, la valeur marchande la supplantant. Elle provoque un processus de concentration productive, un acteur produisant sur plusieurs exploitations. Tel est le cas des grandes entreprises de production agricole qui officient sur plusieurs milliers, voire dizaines de milliers d'hectares, dont elles sont propriétaires dans le cas de la forme classique d'accumulation patrimoniale, ou qu'elles louent dans le cas de ces acteurs nouveaux qui privilégient l'agriculture en réseau (**Voir Encadré 1**).

Encadré 1 – L'entreprise de production agricole El Tejar : minimiser les risques, gérer des contrats

Née à la fin des années 1980 à Saladillo, au Sud-Ouest de Buenos Aires (ville d'origine de la famille fondatrice), la société El Tejar s'est d'abord consacrée à l'élevage bovin et à l'exportation avec marque propre. Elle se lance ensuite dans les grandes cultures, en louant des terres dans la Pampa humide et dans le Nord-Ouest argentin (NOA), mais également en Uruguay, Bolivie, Brésil et Paraguay. Ce tournant amène à un développement rapide de ses activités, sur plusieurs dizaine de milliers d'hectares, répartis en unités productives, et avec en amont un ensemble de biens financiers confiés par des investisseurs de toute origine.

El Tejar, qui selon ses propos (www.eltejar.com) se définit comme « un groupe de personnes et de familles qui partagent rêves et valeurs » se dédie à la « gestion de contrats », d'une part, en pensant et en gérant des modes d'organisation productive dans le secteur aussi bien des grandes cultures que de l'élevage, d'autre part en procédant à la sélection et à la valorisation de terres agricoles. Elle a pour principe fondamental de gérer les risques, d'où l'échelle d'action importante, la grande diversité de ses actifs, de ses localisations, de ses partenariats et engagements, et le travail en amont de détermination des meilleurs coûts et prix, et du meilleur montage financier possible. Ce sont d'abord les coûts de production les plus bas qui sont recherchés (et non la récolte la plus abondante) afin d'optimiser la relation investissement-rentabilité, sur la base d'un large éventail de localisations (régions, pays) et de produits, adaptables selon les opportunités de marché, les conditions agronomiques ou les risques climatiques.

Communiquant sur un engagement entrepreneurial qui valorise les employés, sur l'efficacité et la flexibilité de l'organisation de la production, et sur la gestion des risques, El Tejar est un cas représentatif de la montée en puissance d'acteurs entrepreneuriaux animés par des stratégies de rentabilité financière et de multiples localisations, nationales et régionales, tels que Los Grobo, Cazenave et associés, Cresud, Calyx Agro, etc.

Les transformations en cours dans le secteur agricole argentin (mais aussi de tous les pays du Bassin du Río de la Plata : voir Guibert, Grosso, Arbeletche et Bellini, 2011), tant d'un point de vue socio-économique que spatial, participent d'une dualisation du monde agricole et rural. Les acteurs extra-agricoles, capables de mobiliser des ressources avec des échelles d'action et de production de grande envergure, et selon des objectifs autant financiers que productifs (ce ne sont pas des acteurs à la recherche, obligatoirement, du meilleur itinéraire d'un point de vue agronomique), multiplient leur présence. Ils peuvent être argentins, organisés en pools de culture, ou bien étrangers, à la recherche de partenaires locaux, et acquéreurs de foncier.

Le caractère a-territorialisé de ces gestionnaires de multiples espaces productifs, mis en réseau, dénote par rapport à l'ancrage territorial des petits et moyens producteurs familiaux. Toutefois, depuis 2008, grâce à une mobilisation syndicale plus soutenue, et dans un contexte national et régional plus sensible à cette question (le Brésil ayant montré la voie avec des programmes efficaces de soutien), les

pouvoirs publics reconnaissent davantage le rôle et la place de l'agriculture petite et moyenne dans la dynamisation de la vie rurale.

L'agriculture familiale : logiques territoriales et développement rural

Selon le recensement de l'année 2002, les producteurs familiaux constituent les deux tiers des producteurs argentins, travaillent 13% de la superficie agricole nationale et génèrent plus 53 % de l'emploi permanent du secteur. Leur rôle et leur place quant au dynamisme de la vie des espaces ruraux sont essentiels.

En Argentine, une exploitation est dite familiale si le producteur y travaille directement et s'il n'emploie pas en permanence des salariés non familiaux, éventuellement occasionnellement. Il réalise des cultures extensives, des activités d'élevage et, en règle générale, des productions pour l'auto-consommation.

Selon des études de l'IICA (2007), il existe trois types de producteurs familiaux :

Les petits producteurs qui vivent sur leur exploitation (21% du total)

Les petits producteurs qui vivent partiellement de leur exploitation et qui ont peine à évoluer (27%)

Ceux qui ont encore moins de moyens productifs, qui ne peuvent pas vivre exclusivement de leur exploitation (53%)

Au-delà des typologies, l'agriculture familiale traverse en Argentine un ensemble de problèmes qui affectent toutes les catégories. En premier lieu, la rareté du foncier et l'informalité de sa tenure ne leur permettent pas de produire à une échelle suffisante et de se maintenir dans l'activité, surtout dans un contexte concurrentiel et de modernisation accélérée. En second lieu, avec une plus grande sécurité en ce qui concerne la propriété de la terre, les petits exploitants pourraient avoir une vision à moyen terme, prévoir des cycles productifs plus longs et développer les activités d'élevage afin d'être plus libres face à la volatilité des prix des produits agricoles. Une autre problématique-clé est leur dépendance vis-à-vis de l'agro-industrie ou des marchés de produits oligopolistiques, et leurs difficultés de commercialisation qui conditionnent de meilleurs revenus. En troisième lieu s'ajoutent des considérations liées à la question de l'équipement et du développement des espaces ruraux. Un facteur crucial, qui oblitère les opportunités de développement, est l'accès limité aux services d'appui et aux services sociaux et éducatifs de qualité, et le manque récurrent d'infrastructures de base (chemins, eau potable, électricité, etc.) en milieu rural. Toutes ces carences sont associées à un faible pouvoir de négociation et à aux difficultés de participation aux espaces de pouvoir où peuvent être débattues des propositions de politiques favorables aux milieux ruraux.

Les bas niveaux de productivité, et la qualité de vie parfois compromise (entre pauvreté et marginalisation), dans les aires rurales, pousse des milliers de petits producteurs familiaux, plus spécialement leurs fils, à migrer vers d'autres lieux comme les capitales de province. Sinon, les producteurs maintiennent leur présence tant bien que mal, aidées parfois par des programmes sociaux ou d'appui à la petite production, mis en place par les gouvernements provinciaux ou le gouvernement fédéral, avec des financements en provenance de banques multilatérales comme la Banque Mondiale ou la BID (Banque interaméricaine de développement).

En outre, beaucoup de petits producteurs continuent leurs activités grâce à des stratégies de diversification ou de complément de revenu. Ainsi, des familles restent en milieu rural grâce à l'emploi à l'extérieur d'une partie de leurs membres, dans ces activités agricoles ou autres, dans la zone rurale ou dans une ville proche. D'autres familles louent leurs terres à des entreprises de production agricole tout en étant ouvriers agricoles. D'autres, enfin, transforment leurs produits et intègrent des circuits courts de commercialisation (foires, vente directe, agro-tourisme, etc.) (Bustos Cara et Albaladejo, 2004).

En plus des problèmes structurels et de ces stratégies familiales de maintien, le fait marquant de ces dernières décennies est l'émergence de la petite agriculture familiale comme secteur social important, voire comme force politique, et reconnu comme pouvant soutenir le développement des territoires ruraux. En effet, historiquement, elle était à la marge des politiques publiques. Actuellement, un discours défensif est porté par les organisations sociales et paysannes, qui ont construit avec l'appui de

l'Etat, un espace de débat et de réflexion sur le devenir du secteur agricole, de l'agriculture petite et moyenne, et des espaces ruraux (forums mixtes, tableau de négociations, réunions inter-syndicales) (Gisclard, 2011). Toutefois, la réalité montre que les changements sont très lents, l'agriculture familiale a du mal à se consolider et à sortir, pour les plus démunis, du cercle vicieux de la pauvreté.

Toutes régions confondues, l'expansion agricole constitue le phénomène saillant de l'Argentine contemporaine, avec le cycle du soja qui n'en finit pas d'absorber terres et ressources. La frontière agricole remet en cause cultures vivrières ou traditionnelles, et déplace l'élevage bovin vers des terres les moins aptes. En région pampéenne, l'élevage bovin extensif perd face à l'avancée de l'agriculture : il persiste sur moins de superficies pâturées et débouche sur la multiplication des parcs d'engraissement (*feed-lots*) qui accueillent les animaux en fin d'embouche. En région extra-pampéenne, l'avancée de l'agriculture peut provoquer le départ forcé de populations locales (bien souvent des paysans indigènes) ; l'agriculture de subsistance ne résiste guère face à l'appétit de foncier d'acteurs dotés de puissants moyens techniques et d'entregent politique. Ce dynamisme productif broie les structures et les acteurs locaux qui ne l'épousent pas ; il pèse sur le devenir des espaces en remaniant les liens rural-urbain selon l'attribution ou, au contraire, le retrait, de leurs fonctions d'accompagnement aux nœuds urbains locaux.

Relations villes-campagnes : l'élan des villes moyennes

Tous les changements actuels dans les systèmes productifs argentins ont des impacts considérables sur l'ensemble du territoire et sa structure urbaine. L'Argentine est historiquement l'un des pays les plus urbanisés de l'Amérique latine et l'un de ceux qui possèdent le plus fort processus d'urbanisation³ : la population urbaine est passée de 28% en 1869 à près de 90% en 2010 (Vapnarsky, 1989). Or, la tendance générale, qui se renforce avec les mutations agricoles actuelles, montre une augmentation du pourcentage de population dans les villes ; mais tous les centres urbains et les villages ne sont pas affectés de la même manière (**Voir Carte 2**).

CARTE 2 - Distribution spatiale des populations urbaine et rurale en Argentine (années 2000)

Globalement, durant ces vingt dernières années, la population des campagnes a fortement diminué, en conséquence de la disparition d'exploitations agricoles et de la concentration foncière, de la mécanisation plus poussée des activités et des nouvelles formes de production qui tendent à être le fait d'acteurs délocalisés. Les centres urbains de moins de 2 000 habitants souffrent en grande majorité d'une croissance de leur population inférieure à la moyenne nationale, ou d'une décroissance inéluctable. Les possibilités de retenir la population dans ces bourgs sont très limitées. Les petites villes qui ont entre 2 000 à 10 000 habitants présentent une croissance meilleure mais elle est finalement inférieure à la moyenne nationale car les jeunes quittent en grand nombre ces espaces urbains. Enfin, les agglomérations entre 10 000 et 50 000 habitants ont accru leurs activités urbaines et agiraient de plus en plus comme des centres micro-régionaux de fourniture de biens et de services à une large zone qui englobe les villes précédemment mentionnées, remplissant ainsi le rôle des villages au début du XX^e siècle en termes de polarisation de l'espace rural.

³ On appelle urbanisation la croissance relative de la population concentrée (en agglomérations de plus de 2000 habitants dans le cas argentin) par rapport à la population totale d'une zone donnée (Vapnarsky et al. 1989 p. 11).

Toutefois, le plus remarquable est l'accroissement très important des villes moyennes entre 50 000 et 100 000 habitants. Dans tout le pays, elles pilotent les systèmes productifs régionaux en concentrant l'offre renouvelée de services et de commerces dont a besoin l'agriculture entrepreneuriale organisée en réseau. De plus, ce sont elles qui reçoivent et bénéficient des capitaux produits par l'agriculture, en captant rentes et revenus. Cette catégorie regroupent 51 villes disséminées dans tout le pays ; leur croissance a été de 28% entre 1990 et 2000, soit 18% de plus que la croissance moyenne nationale. Elles sont réceptrices nettes de migrants en provenance du monde rural, en attirant la population des campagnes et des petit villages de leur hinterland, en plus des populations des grandes villes d'Argentine à la recherche de tranquillité et d'une qualité de vie meilleure, ces dernières étant en prise avec davantage de violence et de marginalité.

Les grandes villes de plus de 100 000 habitants voient leur population augmenter mais de manière moins significative que ce groupe des villes moyennes, organisatrices de la vie rurale, à l'exception notable de grandes villes régionales qui concentrent industries et services de pointe (Mendoza, Salta, Tucumán, etc.)

En conséquence, le processus d'urbanisation en Argentine ne s'apparente pas à celui qui a eu lieu lors de la moitié du XX^e siècle (quand les gens allaient à Buenos Aires) ou à celui des années 1980-1990 en faveur des grandes villes régionales. En ce début de troisième millénaire, il s'observe au niveau local et micro-régional, et s'il est plus « silencieux », il n'en demeure pas moins très remarquable car il transfère la population de la campagne vers les villes moyennes, en produisant de cette manière une réorganisation territoriale significative. Ce fait a des conséquences néfastes pour les villages puisqu'il détermine une concentration de l'offre en biens et services dans les villes et une perte de possibilités de développement pour les petits centres. Cette réadaptation de la population observée à la campagne et dans les villages doit être considérée comme un nouveau fonctionnement des activités productives dans l'espace. Elle entraîne des aménagements successifs qui réorganisent le territoire en fonction des capacités intrinsèques des centres locaux, en particulier, et de la capacité de mobilisation de la population locale, en général.

Cette évolution du maillage urbain laisse imaginer des déséquilibres territoriaux aigus dans un futur assez proche, avec une hiérarchisation modifiée entre villes et villages, et un changement d'échelle dans leur fonctionnement. Bien évidemment, cette situation amènera tôt ou tard, à une progressive marginalisation et à un affaiblissement des villages les plus petits, à moins qu'on ne trouve des solutions concrètes à travers des politiques d'aménagement et de développement adéquates. Par-delà cette accentuation de la marginalisation, la disparition de la vie locale dans certaines zones agricoles (surtout dans les aires les plus reculées) définit les traits d'une vraie désertification sociale.

En synthèse, le phénomène est double avec, d'un côté, une profonde dévitalisation rurale due à l'exode rural, la déterritorialisation des acteurs et la rente productive, ce qui exacerbe les différenciations socio-spatiales en milieu rural, et, d'autre part, un processus d'intensification agricole qui dynamise les agrovilles en raison d'activités de services plus complexes liées à la production agricole, à sa transformation industrielle et à la fabrication des intrants et machines (formation de clusters) (**voir Encadré 2**).

Encadré 2- Le maillage urbain de l'Argentine rurale : villages délaissés, villes attractives

Lors des années 1980 et 1990, beaucoup de villages et petites villes ont disparu en Argentine ou sont en train de s'éteindre lentement. La fermeture des lignes ferroviaires les a laissés sans lien de communication et a provoqué la perte d'emplois nombreux. Plus récemment, le départ de milliers de petits et moyens producteurs qui y résidaient et y acquéraient biens et services aura été fatal à leur survie. Ainsi, dans toutes les régions de l'Argentine ont disparu plus de 90 villages de moins de 500 habitants et 600 autres risquent de le faire à court terme.

Dans le même laps de temps, des villes petites et moyennes ont vécu une phase de croissance grâce au rôle toujours plus important qu'elles jouent dans les transformations actuelles du secteur agricole argentin. Ainsi, Trenque Lauquen, Junin, Pergamino, Amstrong, Firmat, Villa Constitución, Villa María, et des dizaines d'autres gros bourgs, se sont consolidées du fait de la présence d'usines de tracteurs et de matériel agricole ou d'unités agro-industrielles (moulins, huileries, usines de biodiesel, abattoirs, etc.). Plus spécifiquement, elles concentrent les services liés à la production agricole comme les prestataires de travaux agricoles, les fournisseurs d'intrants, les services de conseil technique, les laboratoires d'analyse, les entreprises de commercialisation et de transport, les centres de formations et universités liés au monde rural, les unités de recherche agronomique (INTA), engendrant des espaces d'innovation très dynamiques. Ce rôle-clé s'accompagne d'une notable amélioration de la qualité de vie et de nouvelles activités touristiques et de loisirs, qui viabilisent et incitent les propriétaires et les travailleurs agricoles des exploitations avoisinantes (dans un rayon de 100km), et leurs familles, à y vivre. Emplois et opportunités en découlent, surtout pour les jeunes de la région ; ils délaissent leurs exploitations et les villages, et deviennent des urbains. Ces villes en pleine expansion sont en conséquence des centres de référence régionale et nationale.

Pour amortir ce déséquilibre territorial, le gouvernement fédéral argentin et les gouvernements provinciaux et municipaux ont tenté ces dernières années de mettre en place des politiques de développement rural et d'aménagement du territoire. Ces efforts ne semblent pas engendrer d'effets notables car il y a de plus en plus de conséquences environnementales qui portent préjudice aux espaces naturels (déforestation, érosion, pollution de nappes phréatiques, etc.), de détérioration des tissus socio-économiques étant donné la concentration de populations rurales pauvres dans les bidonvilles des villes grandes et moyennes, et de perte d'opportunités de développement dans le monde rural dû, précisément au délitement de la vie rurale. Le cercle vicieux s'amorce qui fait douter de la capacité des nouvelles formes d'organisation productive d'alimenter un hypothétique processus de développement des territoires ruraux qu'elles transforment de manière très accélérée (Roccatagliata, 2008 ; Rofman, 1989 ; Sili, 2005).

Éléments de conclusion : quels défis au troisième millénaire ?

Durant le XIX^e siècle, l'Argentine a connu une histoire singulière du point de vue de son organisation et de la mise en valeur de ses territoires ruraux. Par la suite, à la fin du siècle et au début du XX^e siècle s'est construit un monde rural autour des grandes propriétés (*estancias*, ou *latifundia*, de l'oligarchie terrienne) dédiées à l'agro-exportation. Ce monde rural a évolué à partir des années 1940 du fait de l'assouplissement des fermages et d'un plus grand accès à la terre. Une ruralité nouvelle naît, avec des densités accrues, en lien avec les marchés externes, encore et toujours, mais internes aussi. Or, depuis la fin du siècle dernier, les bouleversements qui caractérisent les méthodes productives actuelles définissent de nouveaux systèmes de gestion agricole, l'incorporation d'innovations plus denses en capital et des logiques de financiarisation, sur fonds de concentration à la fois du foncier (achats et agrandissements des exploitations) et de la production (un gestionnaire pour plusieurs unités). Si l'agriculture gagne sur l'élevage bovin, la question se pose cependant de savoir à quel moment ce dernier accomplira sa propre révolution, d'aucuns la pensant toute proche, ce qui complètera le processus d'intensification en cours de l'Argentine agro-pastorale. Ce qui en change pas, c'est la recherche, à travers les économies d'échelle et l'efficacité de ces formes flexibles, de grandes quantités de commodités pour les marchés extérieurs, dans la droite ligne du rôle historiquement attribué à l'Argentine.

Dans cette étape d'expansion, l'agriculture familiale est menacée dans ses dimensions sociales et spatiales. En 2008, les protestations du secteur (aussi bien grands exploitants que petits producteurs) contre les mesures du gouvernement en matière fiscale (Barsky et Dávila, 2008) ont débouché sur la création d'un sous-secrétariat à l'agriculture familiale et au développement rural. Le gouvernement, à l'instar du mouvement lancé par le Brésil, commence à reconnaître une place primordiale à la petite et moyenne agriculture, lui octroyant même le rôle de garantir la sécurité alimentaire du pays. Le défi

alimentaire passe dès lors par le soutien à l'agriculture familiale (Manzanal et González, 2010), d'autant qu'il s'articule avec celui du maintien de la vitalité des milieux ruraux et des petites et moyennes villes. Les politiques de développement rural ne se réfèrent plus donc seulement à la lutte contre la pauvreté. Dès lors prévaudrait une logique de développement des territoires ruraux dont la figure centrale serait le producteur familial, ancré dans son espace de vie et artisan d'une ruralité dynamique, avec une rente beaucoup moins délocalisée.

Enfin, le défi environnemental va de pair avec les doutes quant aux effets de la nouvelle agriculture et de l'adoption incessante des dernières technologies. Sera-t-il le déclencheur d'une réflexion de fond sur la pérennité de la dépendance de l'Argentine agricole et rurale vis-à-vis des marchés internationaux ? Réminiscence d'un passé si présent, la spécialisation agro-exportatrice de l'Argentine a éloigné le pays de la plus grave crise (arrivée à son paroxysme en 2001) de sa jeune histoire, tout en le replongeant dans une phase balbutiée de « reprimarisation » de son économie. Serait-ce la seule voie à emprunter ? La diversification des produits et des productions, et des débouchés, ne révélerait-elle pas une Argentine plurielle dans son rapport à la mondialisation et à l'espace-monde ? Quand la nation argentine saura-t-elle inscrire ses espaces ruraux et urbains, naturels aussi, et ce rapport insolite d'une population à la distance et à l'espace, dans le cadre de véritables politiques publiques à la recherche de stratégies de long terme... sur les traces de l'infini borgésien ?

Références bibliographiques

BARSKY O. y DAVILA M. 2008. *La rebelión del campo argentino. Historia del conflicto agrario argentino*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana, 352 p.

BARSKY O. y GELMAN J. 2001. *Historia del agro argentino. Desde la Conquista hasta fines del siglo XX*, Buenos Aires, Ed. Grijalbo-Mondadori, 460 p.

BISANG R., ANLLÓ G. y CAMPI M. 2009. Cadenas de valor en la agroindustria, pp 217-276. In: KOSACOFF B. y MERCADO R. (eds), *La Argentina ante la nueva internacionalización de la producción – crisis y oportunidades*, Buenos Aires: Cepal/Pnud, 320 p.

BISANG R. 2008. *La agricultura argentina: cambios recientes, desafíos futuros y conflictos latentes*, Buenos Aires, CEPAL, ARI n° 111. Disponible en: <http://www.realinstitutoelcano.org/wps/wcm/connect/resources/file/>

BUSTOS CARA R. y ALBALADEJO Ch., 2004, *Desarrollo local y nuevas ruralidades en Argentina, développement local et nouvelles ruralités en Argentine*, Bahia Blanca/Toulouse, UNS/UTM, 456 p.

CEPAL. 2005. *Análisis sistémico de la agriculturización en la Pampa húmeda argentina y sus consecuencias regionales extra-pampeanas: sostenibilidad, brechas de conocimiento e integración de políticas*. Serie 118, Chile, 65 p.

CLOQUELL S., 2007, *El fin de la historia en el inicio de una nueva agricultura*, Buenos Aires, Homo Sapiens, 200 p.

GAIGNARD R., 1979, *La Pampa argentine - Occupation du sol et mise en valeur*, Thèse d'Etat de l'Université de Bordeaux III, 1174 p.

GIBERTI H. 1988. Evolución y perspectivas del sector agropecuario argentino. In : *La economía agraria argentina*. XX Congreso internacional de Economía Agraria. Buenos Aires.

GISCLARD M. 2011. *Le développement rural en Argentine : transformations de l'action publique et recompositions territoriales. Une étude à partir du Chaco argentin*. Thèse de doctorat en géographie-aménagement, Université de Toulouse – Le Mirail, 644 p.

GRAS C. y HERNÁNDEZ V. (coord.). 2009. *La Argentina rural – de la agricultura familiar a los agronegocios*, Buenos

Aires, Ed. Biblos Sociedad, 289 p.

GROSSO S. 2009. « Les pools de culture: diversité des combinaisons financières et productives ». Dossier « Argentine », *Revue DÉMÉTER 2010 – Economie et stratégies agricoles*, Paris, Club Déméter, Ed. A. Colin, p. 223-254.

GUIBERT M. 2009. « La nouvelle agriculture argentine : entre innovations et incertitudes » p: 143-180 et introduction « L'agriculture argentine au défi de la financiarisation » p: 125-141, Dossier « Argentine », *Revue DÉMÉTER 2010 – Economie et stratégies agricoles*, Paris, Club Déméter, Ed. A. Colin.

GUIBERT M. ; GROSSO S. ; ARBELETCHÉ P. y BELLINI M.E. 2011 (à paraître). « De Argentina a Uruguay: espacios y actores en una nueva lógica de producción agrícola ». *Revista Pampa, Edición especial 2011* "Impactos territoriales asociados a la reconfiguración del sistema productivo primario"

HILLCOAT G. et GUIBERT M. 2002. « Compétitivité acquise et capacité d'adaptation : l'agriculture pampéenne face à la crise », *Cahiers des Amériques latines*, Paris, IHEAL, n°41, p. 91-104.

IICA Argentina. 2007. *Los pequeños productores agropecuarios en la República Argentina. Importancia en la producción agropecuaria y en el empleo en base al Censo Nacional Agropecuarios 2002*. SAGPyA – Proinder. 127 p.

MANZANAL M. y GONZÁLEZ, F. 2010. « Soberanía alimentaria y agricultura familiar –oportunidades y desafíos del caso argentino », *Realidad económica*, N°255

POSADAS M. y MARTINEZ DE IBARRETA. 1998. « Capital financiero y producción agrícola: los 'pools' de siembra en la región pampeana », *Realidad Económica*, N°153, Buenos Aires, p. 112-135.

REBORATTI C. 2005. « Efectos sociales de los cambios en la agricultura » in: *La transformación de la agricultura argentina*, *Ciencia Hoy*, Vol. 15, N° 87, Junio/Julio, p. 52-61

ROCCATAGLATIA J.A. 2008. *Argentina. Una visión actual y prospectiva desde la dimensión territorial*. Buenos Aires. Ed. Emecé. 1025 p.

ROFMAN A. 1999. *Desarrollo regional y exclusión social. Transformaciones y crisis en la Argentina contemporánea*. Buenos Aires. Ed. Amorrortu. 373 p.

SILI M. 2005. *La Argentina Rural. De la crisis de la modernización agraria a la construcción de un nuevo modelo de desarrollo territorial rural*. Buenos Aires, Ed. INTA. 120 p.

VAPNARSKY C. 1989. *El crecimiento urbano en la Argentina*. Buenos Aires, Ed. IIED-GEL, 155 p.